



France



actu.fr du 21 novembre 2023



1 916 mots

# Éducation à la sexualité, immigration : quand le réseau Parents Vigilants infiltre l'école

Depuis 2022, un réseau de parents d'élèves, "Parents vigilants", dénonce une propagande "woke" au sein de l'école. Derrière ce réseau, le parti d'extrême-droite Reconquête!



Pressions, intimidations, annulations de sorties... L'extrême-droite tente d'influencer le déroulement des cours.

Certains enseignants ont dû s'étrangler, samedi 4 novembre 2023. Passé un peu sous silence dans la sphère médiatique, le sénateur Reconquête! des Bouches-du-Rhône, Stéphane Ravier, a invité ce jour-là "Parents vigilants" à tenir un colloque sous les ors du Palais du Luxembourg.

Tollé chez les enseignants, dont les syndicats réclament une prise de position du ministre de l'Éducation nationale sur ce réseau de parents d'élèves créé par Reconquête!,

dans le prolongement de la campagne présidentielle d'Éric Zemmour.

En un an d'existence, ce réseau de parents d'élèves revendique 60 000 participants, et aurait réussi à se faire élire dans certaines élections de parents d'élèves d'octobre 2023.

En clair, une organisation d'extrême-droite commence à infiltrer l'école.

[En <span title="département" class="border-type-departement" data-entite-type="departement" data-entite-id="1c9dbeda-955d-4f9f-900e-f7d18f1e72eb">Gironde</span>, "Parents Vigilants", mouvement d'extrême-droite, mène une chasse aux sorcières à l'école](#)

Un réseau d'extrême-droite

Pas besoin de chercher bien loin pour le comprendre : "Parents vigilants" émane directement de Reconquête!, le parti créé par Éric Zemmour à la fin de l'année 2021.

C'est écrit sur les tracts, le compte X (ex-Twitter) de "Parents vigilants" relaie des posts Reconquête!.

"On a fait le constat d'un 'grand endoctrinement' (sic) à l'école avec des initiatives qui font passer des opinions", précise à actu.fr Agnès Marion, porte-parole de "Parents vigilants" et membre de Reconquête!. "Ce ne serait pas aussi dramatique si dans le même temps, le niveau scolaire de nos enfants n'était pas en train de s'effondrer."

Les enfants sont à l'école pour se former, pour acquérir des outils (lecture, écriture, calcul), qui leur permettront à terme d'avoir du discernement pour forger leurs propres opinions politiques. [...] Moi, je me bats pour qu'il n'y ait pas d'idées politiques à l'école.

*Agnès Marion - Porte-parole des "Parents vigilants"*

[Collège : "les résultats en 4e sont inquiétants", s'alarme <span title="personne" class="border-type-personne" data-entite-type="personne" data-entite-id="38e07ac7-d822-456b-98af-29b64317d419">Gabriel Attal</span>](#)

L'éducation sexuelle en classe remise en cause

Très vite, la discussion bifurque sur des thèmes chers à l'extrême-droite, "le lobby pro-migrant, le lobby LGBT, le wokisme, les ateliers contre la transphobie. Du lobbying sur les têtes de nos enfants", s'émeut Agnès Marion, qui dénonce en particulier "certaines séances extrêmement choquantes" de cours d'éducation à la sexualité.

La porte-parole assure "qu'on apprend dans certaines classes de primaire à des enfants ce qu'est la sodomie ou la fellation".

Des thèses que balaye Grégoire Ensel, président de la Fédération des Conseils de Parents d'Élèves (FCPE), joint par actu.fr : "Bien souvent, les "Parents vigilants" font circuler de fausses choses sur l'éducation à la sexualité. Nous n'avons pas de remontées de terrain à ce sujet."

Il rappelle le besoin important de ces cours, avec des "enfants qui ont accès aux sites pornographiques, il faut expliquer la notion de consentement, de respect. C'est essentiel pour protéger nos enfants".

L'école doit le faire dans le respect des âges et de la sensibilité de chacun.

*Grégoire Ensel - Président de la FCPE*

### [Éducation à la sexualité : trois associations attaquent l'Etat en justice](#)

D'autres thèmes chers à l'extrême-droite

Parmi les autres thèmes : "l'islamisation des écoles". Agnès Marion donne plusieurs exemples basés sur des témoignages reçus sur le réseau : "des enfants seraient mis à l'écart, car ils mangent du porc à la cantine, d'autres se bouchent les oreilles lorsqu'il y a de la musique puisque c'est pêché, ou encore du personnel périscolaire porte l'abaya".

En se plongeant dans les réseaux sociaux de "Parents vigilants", on voit régulièrement remonter des posts liés à l'immigration.

Exemple : une sortie au théâtre organisée à [Bordeaux](#) en partenariat avec l'ONG SOS Méditerranée sur le thème "migration et solidarité".

"Nous devons interdire l'intervention des ONG de propagande dans les écoles pour protéger nos enfants du Grand Endoctrinement", s'écrie le compte X de "Parents vigilants".

Cette ONG possède pourtant l'agrément à l'enseignement public, délivré par l'État.

"On les retrouve toujours sur les mêmes sujets", soupire Grégoire Ensel, président de la FCPE.

[De la Méditerranée à la département Manche](#), Céline éveille les consciences sur le sort des migrants

"On a reçu 5000 témoignages"

Forcément, au vu des éléments avancés par Agnès Marion (invérifiables), la question se pose sur la véracité de ces témoignages recueillis via un questionnaire Google Forms classique.

Celui-ci invite "à préciser le nom de l'établissement et à déposer en pièce jointe tout élément pouvant appuyer" le témoignage.

Réponse d'Agnès Marion : "On a reçu 5 000 témoignages. Ça touche le primaire, le secondaire, l'université. Ça touche les grandes métropoles comme les petites communes rurales, le public et le privé. 5 000 témoignages, isolés, ce sont peut-être des faits divers malheureux, mais quand vous commencez à avoir une accumulation..."

On a eu des témoignages étayés, avec des narrations d'enfants, de ce qu'ils ont entendu et que l'on n'invente pas quand on est aussi petit.

*Agnès Marion - Porte-parole des Parents vigilants*

Précisons qu'en France, on compte 48 580 écoles, 6 960 collèges et 3 720 lycées. Avec de nombreuses classes, puisque l'on compte pas moins de 12 781 000 élèves et apprentis en 2022, selon le ministère de l'Éducation nationale.

Les 5 000 témoignages, s'ils sont vrais, apparaissent tout de même comme des éléments isolés. Impossible d'en tirer des conclusions et encore moins d'en faire des généralités.

Pression et intimidation...

Sauf que voilà, il y a les idées et il y a les intimidations.

Le député Génération.s des Yvelines, Benjamin Lucas, ne mâche pas ses mots auprès d'actu.fr : "'Parents vigilants' s'est organisé pour faire pression, pour semer la terreur sur toute la communauté scolaire, pour empêcher un principe fondamental de notre démocratie : la liberté d'enseignement."

Si le parlementaire le dit de manière volontairement véhémement, le constat est largement partagé par Sophie Vénéitay, professeure de sciences économiques et sociales, secrétaire-générale du syndicat Snes-FSU, à actu.fr. "Ils

mettent en danger les professeurs", estime-t-elle, précisant une mécanique, sur des raids numériques, bien huilée.

Un membre des "Parents vigilants" tweete autour d'un cours. Puis c'est repris par un membre influent de l'extrême-droite. Les "Parents vigilants" appellent aussi les établissements.

*Sophie Vénétiay - Secrétaire-générale du Snes-FSU*

Il y a des tractages devant les établissements, "un moyen d'intimidation", dénonce la syndicaliste.

Pour Benjamin Lucas, le réseau géré par Reconquête! s'est "fixé comme objectif d'influencer le contenu des enseignements pour faire valoir ses vues idéologiques incompatibles avec les valeurs républicaines et démocratiques".

[Une inspectrice de l'Éducation nationale accusée de « détruire » des enseignants](#)

Voire plus...

Et s'il y a pression, les dérives vont parfois plus loin. "On a recensé au moins une menace de mort contre une professeure placée sous protection policière", regrette Sophie Vénétiay. Contactée par actu.fr, cette prof fatiguée d'être la cible de l'extrême-droite n'a pas souhaité témoigner. Nous avons décidé de ne pas dévoiler son nom.

Il y a quelques mois, une enseignante qui voulait faire une visite dans un camp de réfugiés a été victime de pressions, d'un véritable lynchage sur les réseaux sociaux. Le rectorat a décidé d'annuler la visite. On voit bien quelles sont les méthodes à l'œuvre.

*Benjamin Lucas - Député Génération.s des Yvelines*

Interrogée sur le sujet, Agnès Marion rétorque "qu'il n'y a pas de campagne de harcèlement, car on ne donne jamais le nom des professeurs". Sauf dans le cas de cette enseignante, "qui a un engagement militant très connu, très exposé. Son nom est sorti parce qu'elle a une dimension publique en parallèle", justifie la porte-parole de "Parents vigilants".

Dans ce contexte, une intersyndicale enseignante a adressé un courrier à Gabriel Attal, ministre de l'Éducation.

"On attend une réponse écrite du ministre sur la protection personnelle, ainsi que des dispositifs d'aides et d'assistance", déclare Sophie Vénéitay, secrétaire-générale du Snes-FSU, syndicat signataire. "Par ailleurs, il faut une prise de position de Gabriel Attal, face aux menaces des "Parents vigilants. Il se doit de défendre le personnel menacé."

Pour l'heure, le ministère n'a pas répondu à nos sollicitations.

[Rentrée : pour la santé de nos enfants, le poids des cartables va-t-il enfin baisser ?](#)

Préserver la liberté d'enseigner

Le député des Yvelines, Benjamin Lucas, a, de son côté, déposé une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'offensive de l'extrême-droite contre l'école publique.

Selon le parlementaire, "Parents vigilants" est "intrinsèquement contre les valeurs de l'école : la liberté de l'enseignement (inscrite dans la loi, NDLR), l'adhésion aux valeurs républicaines, le principe de tolérance et de fraternité".

Ils remettent en question des professeurs qui ne font qu'appliquer les programmes. Il y a un cours sur l'Islam au programme d'histoire, il y a un cours sur l'immigration en géographie et il y a l'éducation sexuelle. Ils appliquent le programme.

*Sophie Vénéitay - Secrétaire-générale du Snes-FSU*

Les programmes sont réalisés par des chercheurs, et rentrent dans le cadre de la loi. "Les contester, c'est contester la loi", insiste le président de la FCPE, Grégoire Ensel.

Agnès Marion de "Parents Vigilants" fait surtout valoir "un problème dans la mise en œuvre des programmes, pas suffisamment cadrés".

Il y a une liberté d'enseignement dans les méthodes : le premier but, c'est d'instruire nos enfants et ce but-là, il n'est pas réalisé.

*Agnès Marion - Porte-parole de "Parents Vigilants"*

[<span title="commune" class="border-type-commune" data-entite-type="commune" data-entite-id="d21d0720-362f-476e-a6e9-56f059190e37">Rennes</span> : l'UNJ, un syndicat de droite qui monte et "inquiète" la gauche](#)

Le risque des élections de parents d'élèves

Éric Zemmour avait appelé les "Parents Vigilants" à se présenter aux élections de parents d'élèves d'octobre 2023. Selon l'ancien polémiste, 3500 "Parents vigilants ont été élus".

Impossible pour l'heure de savoir combien ils sont précisément. "Même s'ils sont un millier, c'est un millier de trop", enrage le député Benjamin Lucas.

Précisons que, selon Grégoire Ensel, il y aurait un peu plus de 306 000 parents d'élèves en France. "Parents vigilants" est donc largement minoritaire.

"On ne sait pas de qui il s'agit. Ils ne sont pas identifiés formellement", explique Grégoire Ensel, président de la FCPE. "On imagine qu'ils vont se faire connaître prochainement."

Sophie Vénétiay a une explication : "Ils ne se sont pas présentés sur une liste "Parents vigilants", mais se sont fondus dans des plus petites listes."

Le risque est, qu'avec leurs idées, ils puissent influencer les projets pédagogiques des établissements et voter contre lors des conseils d'administration et d'école. "Ils auraient une voix sur les programmes, avec les sorties et les voyages. Ils vont pouvoir voter contre une sortie sur le thème de l'immigration", regrette la secrétaire-générale du Snes-FSU.

"Les organisations de parents d'élèves concourent à faire vivre la démocratie dans le cadre de la communauté scolaire", rappelle Benjamin Lucas.

Des gens qui théorisent des inégalités à ce point, qui théorisent la haine et le racisme à ce point, n'ont rien à faire dans des conseils de classe et des conseils d'école.

*Benjamin Lucas - Député Génération.s des Yvelines*

Et les enseignants sont très inquiets vis-à-vis de cette élection.

[<span title="personne" class="border-type-personne" data-entite-type="personne" data-entite-id="4d4a24fa-6c1c-4c42-afd1-fd533d7284bb">Emmanuel Macron</span> avait promis un enseignant dans chaque classe, c'est \(très\) loin d'être le cas](#)

"Un terreau fertile" à l'extrême-droite

Si ce genre d'organisations existent, c'est tout de même qu'il y a un problème avec l'école. Et ça, Grégoire Ensel en est bien conscient. "Il y a un terreau fertile", déclarait-il il

y a quelques jours, lors d'un conseil supérieur de l'éducation.

L'école ne va pas bien. Elle doit permettre de réussir, peu importe l'origine des élèves. Il faut une réelle mixité sociale et scolaire.

*Grégoire Ensel - Président de la FCPE*

La FCPE invite à signer une pétition pour "protéger l'école publique" contre "les fermetures d'écoles, de classes, baisse de moyens dans le second degré". Manière de lutter contre l'infiltration de ces groupes d'extrême-droite.

"Parents Vigilants" est l'illustration d'une certaine banalisation des idées d'extrême-droite.

"Aujourd'hui, vous avez beaucoup plus de diffusion des idées d'Éric Zemmour que de celles de gauche. On voit bien qu'il y a une lente dérive", regrette Benjamin Lucas.

Le député Génération.s appelle carrément le gouvernement "à dissoudre "Parents Vigilants"".